

La Corse : des avantages exorbitants et, pour toute reconnaissance, du mépris pour la France !

écrit par Jean-Paul Saint-Marc | 12 décembre 2017

*Je laisse à chacun l'appréciation de l'ironie qui se dégage de cette photo extraite d'un site **nationaliste** corse !*

La reconnaissance par le mépris !

Dernièrement, j'ai été surpris par un article de causeur "Entretien avec l'historien espagnol Serafín Fanjul (1/2)" avec pour titre « **La Catalogne a été économiquement favorisée par L'État espagnol** » !

<https://www.causeur.fr/catalogne-espagne-serafin-fanjul-147669>

Et d'expliquer que la Catalogne avait été favorisée depuis 1898 après de la perte de Cuba par l'Espagne, une compensation " *lorsque les commerçants catalans ont été privés de leurs monopoles et privilèges économiques sur l'île (lesquels étaient à l'origine du malaise d'une partie de la population cubaine et ce qui d'ailleurs poussait cette dernière à réclamer l'indépendance)*".

En remerciement, les Catalans revendiquent leur indépendance, finalement se pensant d'une essence supérieure à leurs concitoyens espagnols des autres provinces...

La responsabilité des politiques catalans est dans l'ignorance, voire l'occultation, **que même sous le franquisme , 70% des investissements de l'Institut national de l'industrie sont allés en Catalogne** au préjudice d'autres régions...

Il est remarquable comme divers phénomènes ce sont **reproduits** au cours de l'histoire.

Concentrons-nous sur le constat que les avantages attribués pour diverses raisons à certains ne suscite guère de reconnaissance de la part des bénéficiaires...

Ainsi le récent vote des Corses en faveur de leurs autonomistes, voire de leurs indépendantistes m'a rappelé au moins la prise en compte de la continuité territoriale pour certaines îles, voire régions.

Et de me poser la question sur d'éventuels avantages accordés aux Corses...

De toute évidence, je n'ai pas de quoi être déçu :

<http://www.planet.fr/actualites-quels-sont-vraiment-les-privileges-accordes-aux-corses.654978.1557.html>

Pour résumer :

- frais d'actes et droits de succession sur les bâtiments situés sur l'île réduits de 50% ;
- TVA 2,1% au lieu de 5,5% pour les produits alimentaires, les livres, les transports publics; 10% au lieu de 20% pour l'électricité, les travaux immobiliers, et 13% pour les carburants ;
- certains produits sont totalement exonérés, tels que le vin produit et consommé en Corse, ou les billets d'avion et de ferry à destination de l'île ;
- cigarettes 25% moins cher que sur le continent ;

Et ce n'est pas tout, je vous laisse le loisir de les consulter sur le lien précédent ou sur le suivant :

https://fr.wikipedia.org/wiki/Statut_fiscal_de_la_Corse

Pour résumer encore "Aides : 557 euros par an par Corse, contre 77 euros pour les autres Français" !

Il vient alors à l'esprit tous ces avantages attribués à certains et leur reconnaissance :

- les milliards de la politique de la ville depuis plus de 30 ans ;
- la discrimination positive (donc négative pour les autres)...

Il vient alors à l'esprit toutes ces concessions faites aux "invités" de nos élites ou par eux -mêmes.

- l'abandon de nos traditions ;
- la mansuétude pour leurs délits...

Il vient alors à l'esprit un retour en arrière sur la colonisation pour laquelle le peuple a payé sans reconnaissance en retour si ce n'est la culpabilisation qui lui est adressée.

Pour rappel, dans les années 60, les pays européens ayant le PIB par habitant le plus élevé étaient ceux qui n'avaient pas de colonies, en particulier les pays d'Europe du nord, pas la France, l'Angleterre ou la Belgique !

Enfin, à nos chers Corses, pour être respectueux de leur souhait démocratique d'indépendance, je leur suggère de développer déjà leur autonomie sur le plan financier...

Quant à faire, toute entité extra-métropolitaine, devrait y être appelée histoire de faire le point sur la réalité...

En conclusion, force est de constater que toute bienveillance est restituée sous forme de mépris pour le moins...

Je suggèrerais donc à nos politiques que tout avantage attribué à un groupe, une catégorie, une région ne le soit que pour une durée déterminée et renégocié périodiquement !